

L'emploi salarié privé proche de la stabilité

L'emploi salarié privé rhônalpin a très vite rebondi suite à la crise de 2008-2009. Mais après deux années de progression, il connaît un léger fléchissement en 2012. En 2013, le niveau de l'emploi salarié privé rhônalpin total ne varie quasiment pas. Il recule de nouveau dans l'industrie, et la construction perd également des salariés. Le dynamisme du tertiaire marchand, et plus particulièrement de l'intérim, permet cependant à la région de limiter ses pertes à 400 emplois au total.

L'emploi salarié privé, en progression entre 2005 et 2007, est entré en crise début 2008. Pendant deux ans, les destructions d'emploi ont été soutenues, de l'ordre de 30 000 salariés en moins chaque année. L'emploi régional est ensuite reparti à la hausse, nettement en 2010, un peu plus modérément en 2011. Après un très léger fléchissement en 2012, le niveau de l'emploi salarié privé rhônalpin total ne varie quasiment pas en 2013 : le solde présente un déficit de 400 emplois. Si l'on exclut l'emploi intérimaire, la baisse atteint - 0,4 %, soit 6 500 salariés en moins. Avec ou sans intérim, le niveau de l'emploi salarié privé régional reste inférieur d'environ 2 % à celui de fin 2007, juste avant la crise.

Cette année encore, l'emploi salarié privé total résiste mieux en Rhône-Alpes que dans l'ensemble du pays, où il régresse de - 0,2 %. En revanche, le recul est comparable à celui enregistré au niveau national (- 0,4 % également) si l'on exclut l'emploi intérimaire. Seules six

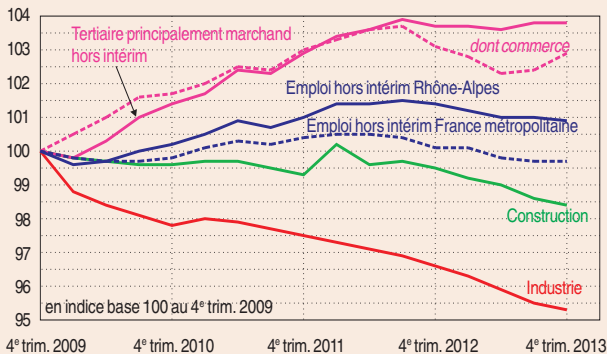
régions connaissent une évolution plus favorable de l'emploi en 2013. Rhône-Alpes reste de loin la première région française après l'Île-de-France pour le niveau d'emploi avec plus d'un salarié français sur dix, et plus d'un sur sept par rapport à la France de province.

Hausse de l'emploi au nord-est de la région, baisse à l'ouest. La Loire enregistre les plus fortes pertes d'emplois par rapport à l'année précédente (- 1,5 %, 2 400 salariés en moins). L'Ardèche (- 0,9 %), la Drôme (- 0,4 %) et la Savoie (- 0,3 %) perdent entre 300 et 500 salariés. L'Isère maintient son niveau d'emploi sur les 12 derniers mois, tandis que le Rhône (+ 0,2 %), la Haute-Savoie (+ 0,6 %) et l'Ain (+ 0,7 %) comptent de 900 à 1 200 salariés supplémentaires.

Le Rhône est le seul département rhônalpin comptant plus de salariés (+ 1,4 %) qu'avant la crise, fin 2007. La Drôme a maintenu son niveau d'emploi sur cette période. En revanche, les autres départements comptent moins de salariés qu'il y a six ans, de l'ordre de - 2 % ou - 3 %

Des gains d'emploi surtout dans le commerce et les services

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Rhône-Alpes



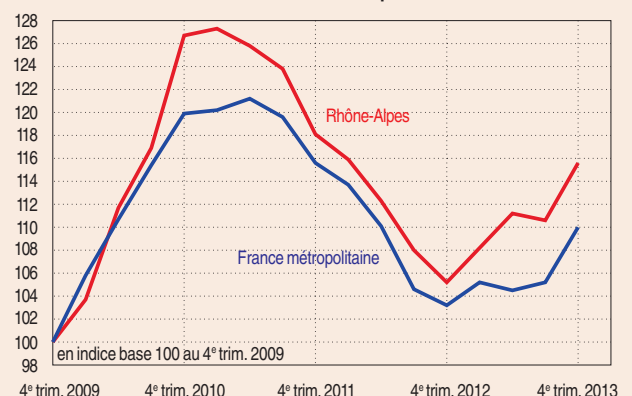
Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

L'intérim repart fortement à la hausse

Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire



Note : données CVS.

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Source : Insee, estimations d'emploi

dans l'Isère et les Savoie, de - 4 % dans l'Ain. Dans la Loire et l'Ardèche, le recul, nettement plus marqué, atteint - 7,5 %.

Du fait de ces évolutions, la ventilation départementale de l'emploi régional a été légèrement modifiée. Aujourd'hui, plus d'un salarié rhônalpin sur deux travaille dans le Rhône (35,1 %) ou l'Isère (18,4 %).

L'industrie perd 5 600 salariés, soit une baisse de - 1,4 %, légèrement inférieure à celle enregistrée au niveau national (- 1,6 %). Le secteur a perdu des salariés en nombre important au cours de la dernière décennie, à l'exception de l'année 2011 où le nombre de salariés s'était maintenu. Les pertes, contenues en 2012, sont plus importantes cette année, mais restent en deçà des destructions massives des années 2000. Aujourd'hui, un quart des salariés rhônalpins, soit un peu plus de 400 000 personnes, travaillent dans l'industrie, hors intérimaires, contre 21 % au niveau national ; Rhône-Alpes est ainsi la deuxième région industrielle de France en nombre d'emplois, juste derrière l'Île-de-France.

La métallurgie, la plasturgie, le textile, les industries chimiques et du papier concentrent un peu plus de la moitié des salariés rhônalpins de l'industrie. Ces secteurs, déjà à la baisse en 2012, perdent 4 200 salariés (- 1,9 %). La fabrication d'équipements

La Haute-Savoie, le Rhône et l'Ain gagnent des emplois

Emploi salarié par département et par secteur en %							
	Emploi salarié au 4 ^e trim. 2013 en milliers	Glissement annuel					Total
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	
Ain	130,0	-1,5	-0,7	2,4	0,2	17,0	0,7
Ardèche	51,3	-2,2	-2,3	0,3	-1,0	19,3	-0,9
Drôme	124,1	-1,0	-0,7	0,0	0,7	2,7	-0,4
Isère	300,7	-1,7	-0,5	0,9	-0,5	12,2	0,1
Loire	161,3	-1,7	-2,7	-1,2	-1,3	-1,8	-1,5
Rhône	574,1	-1,2	-1,4	0,7	-0,8	10,2	0,2
Savoie	113,4	-1,1	-0,7	0,0	1,1	4,5	-0,3
Haute-Savoie	180,9	-0,9	-0,6	1,4	1,5	16,7	0,6
Rhône-Alpes	1 635,6	-1,4	-1,1	0,7	-0,2	9,9	0,0

Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

électriques, électroniques et informatiques, qui emploie un salarié rhônalpin de l'industrie sur cinq, perd 1 300 emplois (- 1,5 %), et la fabrication de matériels de transports 600 (- 2,4 %). En revanche, l'alimentaire gagne 300 salariés (+ 0,6 %), et les secteurs de la cokéfaction et du raffinage, les industries extractives, de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et de la dépollution enregistrent ensemble une légère progression de 200 salariés (+ 0,4 %). Ces deux secteurs industriels restent les seuls à compter au moins autant d'emplois qu'avant la crise.

L'Isère est, pour la deuxième année consécutive, le département le plus touché par les pertes d'emploi dans l'industrie (1 400 emplois en moins, - 1,7 %), suivi du Rhône (1 300 emplois perdus, - 1,2 %). Les destructions d'emplois industriels sont un peu moindres, de l'ordre de 700 salariés, dans la Loire (- 1,7 %) et l'Ain (- 1,5 %). Elles s'échelonnent de 200 à 400 salariés dans les autres départements.

La construction enregistre une baisse de 1 800 emplois, soit - 1,1 %. Le secteur, qui emploie un salarié rhônalpin sur dix hors intérimaires, avait connu, pour la première fois depuis la crise, une légère progression de ses effectifs en 2012, sans commune mesure cependant avec les très fortes hausses annuelles de la décennie précédente. Il renoue avec une baisse de ses effectifs en 2013, plus contenue cependant dans la région qu'au niveau national (- 1,8 %). Le Rhône (- 1,4 %) et la Loire (- 2,7 %) enregistrent les plus fortes pertes, de l'ordre de 500 emplois. Les pertes avoisinent les 100 salariés dans les autres départements rhônalpins.

Le tertiaire privé essentiellement marchand gagne, hors intérim, 900 emplois en 2013, soit une progression modeste de + 0,1 %*, similaire à celle enregistrée au niveau national. Le secteur n'a cessé d'accroître son influence : très dynamique au cours de

Des évolutions généralement plus favorables en Rhône-Alpes qu'au niveau national

Emploi salarié des secteurs principalement marchands en %					
Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	Emploi salarié au 4 ^e trim. 2013 en milliers	Glissement annuel		Glissement annuel moyen 2012/2007*	
		Rhône-Alpes	Rhône-Alpes	France métropolitaine	Rhône-Alpes
Industrie	405,6	-1,4	-1,6	-2,3	-2,2
Industrie agro-alimentaire	47,7	0,6	-0,6	-0,1	-0,5
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	43,6	0,4	-0,3	1,3	0,2
Biens d'équipement	81,0	-1,5	-1,8	-2,6	-2,9
Matériels de transport	23,1	-2,7	-2,1	-3,8	-2,1
Autres branches industrielles	210,2	-1,9	-2,1	-3,0	-3,1
Construction	153,5	-1,1	-1,8	-0,7	-1,0
Tertiaire marchand	1 076,5	0,7	0,4	0,4	0,1
Commerce	307,0	-0,2	-0,4	0,1	-0,2
Transports	136,6	0,0	-0,3	0,0	-0,2
Hébergement - restauration	103,0	0,1	-0,4	1,4	0,9
Information - communication	59,5	1,5	0,5	1,7	0,4
Services financiers	70,9	2,2	0,3	0,8	0,2
Services immobiliers	23,6	-1,0	-0,6	-0,6	-0,9
Services aux entreprises	234,6	0,7	0,8	1,2	1,1
Services aux ménages	74,1	-3,2	0,6	1,3	0,9
Intérim	67,3	9,9	6,5	-3,9	-4,6
Total	1 635,6	0,0	-0,2	-0,4	-0,5

Note : données CVS.

* glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

la dernière décennie, il a connu des pertes limitées durant la crise et reste le seul secteur à compter aujourd'hui davantage de salariés qu'avant celle-ci. Il emploie désormais deux salariés rhônalpins sur trois.

Le commerce, qui avait fortement rebondi après la crise, **perd cette année 600 emplois** (- 0,2 %).

Les services hors intérim, en revanche, **progressent de + 0,2 %***, soit 1 500 salariés supplémentaires. L'emploi progresse surtout dans les activités financières et d'assurance (+ 2,2 %, 1 500 salariés supplémentaires), les secteurs de l'information et de la communication (+ 1,5 %, soit un gain de 900 salariés), ainsi que pour les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien (+ 0,7 %). Le secteur de l'hébergement et de la restauration, et celui des transports, maintiennent leur niveau d'emploi, tandis que l'immobilier connaît une baisse de - 1,0 %. L'emploi tertiaire est à la hausse, cette année encore, en Haute-Savoie (+ 0,6 %) et dans l'Ain (+ 1,0 %). À l'opposé, la Loire (- 1,1 %) et l'Ardèche (- 0,9 %) perdent des salariés. Dans les autres départements rhônalpins, les pertes, dans la Drôme et la Savoie, ou les gains, dans l'Isère et le Rhône, sont limités, de l'ordre de 0,2 %.

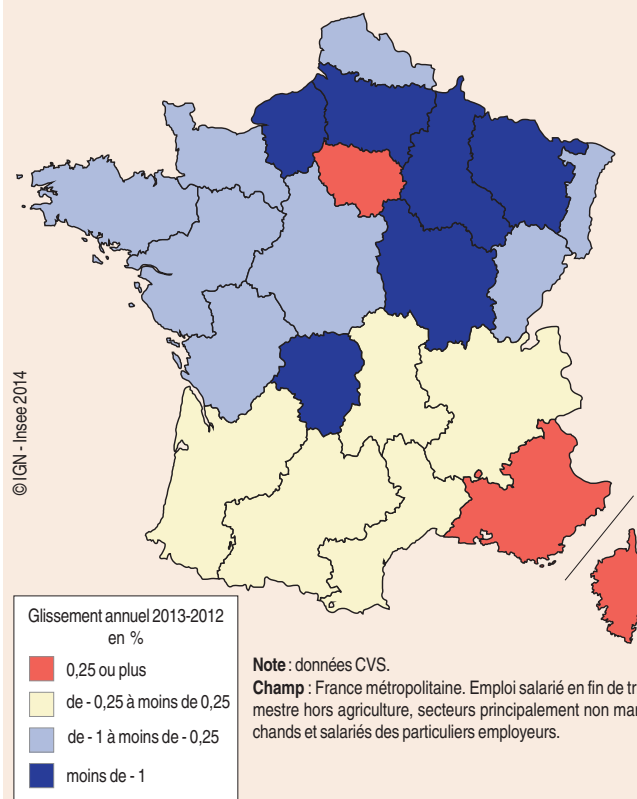
Après deux années de repli, l'emploi intérimaire progresse nettement en 2013 : avec 6 000 emplois supplémentaires, la hausse régionale, de + 9,9 %, est plus forte que celle enregistrée au niveau national (+ 6,6 %). Seule la Loire connaît une légère baisse de son emploi intérimaire. En revanche, si la progression est relativement limitée dans la Drôme (+ 2,7 %) ou la Savoie (+ 4,6 %), les hausses dépassent + 10 % dans le Rhône et l'Isère (respectivement + 10,2 % et + 12,2 %), et atteignent (+ 17 %) dans l'Ain, la Haute-Savoie et l'Ardèche. ■

Pierre-Jean Chambard, Insee Rhône-Alpes

* **Avertissement** : les estimations d'emploi des "autres activités de service" (secteur RU des services marchands hors intérim) de la région Rhône-Alpes au 4^e trimestre 2013 devraient faire l'objet d'une correction ultérieure, probablement à la hausse.

L'emploi salarié privé résiste mieux dans le sud du pays

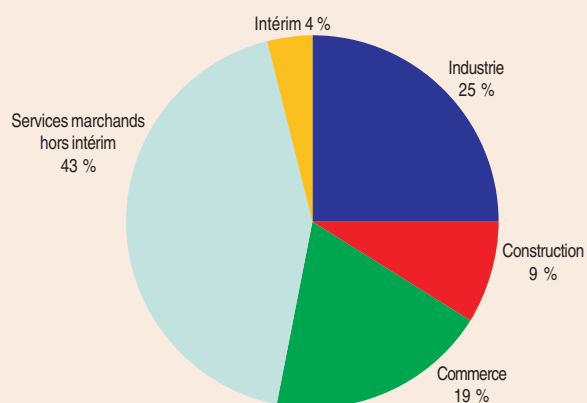
Évolution régionale de l'emploi salarié
France métropolitaine : - 0,25 %



Source : Insee, estimations d'emploi

Deux emplois sur trois dans le tertiaire marchand

L'emploi en Rhône-Alpes en 2013, par grand secteur d'activité



Source : Insee, estimations d'emploi

Pour comprendre les résultats

Emplois salariés du secteur privé

Le champ couvert est celui de l'emploi du secteur concurrentiel privé, hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Pour les années 2011 et antérieures, les estimations annuelles sont issues de la source ESTEL (Estimations d'emploi localisé) et élaborées à partir des Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS) et les taux d'évolution infra-annuels se basent sur les indices trimestriels d'Épure (données Urssaf exploitées par l'Insee).

À partir de 2012, les taux d'évolution se basent sur les indices trimestriels d'Épure appliqués à l'estimation annuelle 2011.

Les séries sont corrigées des variations saisonnières (CVS).

Pour en savoir plus

- Site internet : www.insee.fr thème Travail - Emploi.